

UNION AFRICAINE

Addis-Abeba s'apprête
à recevoir le 29^e sommet

La capitale éthiopienne s'apprête à accueillir la 29^e session des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) prévue lundi et mardi sous la thématique «Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse».

Tous les moyens humains et matériels ont été déployés pour le bon déroulement de ce rendez-vous continental et faciliter le travail des délégations qui prendront part à ce sommet, a-

t-on appris de l'organisation africaine.

Un espace a été également réservé aux journalistes et les différents organes de presse qui vont couvrir l'événement ainsi

qu'un espace multimédia permettant aux correspondants de presse d'effectuer leurs envois via internet ou par satellite.

Et pour assurer un bon déroulement du sommet de l'UA, un dispositif sécuritaire important a été également mobilisé pour assurer une fluidité sur les routes menant au siège de l'Union africaine et pour assurer un bon déroule-

ment du sommet. Ce sommet des chefs d'Etat et de gouvernement africains a été précédé de la 34^e session ordinaire du Comité des représentants permanents (Corep) (27 et 28 juin) et suivi par la 31^e session ordinaire du Conseil exécutif au niveau des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'UA (30 juin-1^{er} juillet).

CISJORDANIE

Une députée palestinienne arrêtée
par les forces d'occupation israélienne

La députée palestinienne Khalida Jarrar a de nouveau été arrêtée par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie, ont rapporté les médias.

Khalida Jarrar (54 ans), une des figures les plus connues du Front populaire de libération de la

Palestine (FPLP) avait été libérée il y a un mois après avoir passé 14 mois dans une prison israélienne.

Elle a été arrêtée dans la région de Ramallah en Cisjordanie. De nombreux responsables du FPLP ont été arrêtés à de multiples reprises.

Khalida Jarrar est membre du Parlement palestinien élu en 2007. Plusieurs députés palestiniens sont

actuellement détenus par Israël. Addameer, une ONG palestinienne, a précisé que 10 autres Palestiniens ont été arrêtés, dont Khitam Saafin, présidente du l'Union des comités pour les femmes palestiniennes, par les forces occupantes israéliennes.

JAPON

Le Premier ministre en passe de perdre
une élection locale

Le parti conservateur du Premier ministre japonais Shinzo Abe s'acheminait dimanche vers une défaite dans les élections locales à Tokyo, qui pourraient avoir des conséquences au niveau national, selon les sondages de sortie des urnes.

La coalition que dirige Yuriko Koike, élue en juillet 2016 gouverneur de Tokyo, devrait obtenir une confortable majorité à l'Assemblée métropolitaine de Tokyo, où le Parti libéral démocrate (PLD, droite) du Premier ministre détenait la plupart des 127 sièges. «Les forces soutenant Koike devraient obtenir la majorité», a annoncé la chaîne publique NHK dès la fermeture des bureaux de vote à 11h00 GMT. «Le PLD s'achemine vers

une sérieuse défaite», a ajouté la chaîne, estimant que la coalition, menée par M^{me} Koike pourrait obtenir 73 à 85 sièges. Le PLD devrait obtenir moins de 38 sièges, contre 57 auparavant, le plus mauvais score du parti dans la capitale depuis 2009.

Ce scrutin local constitue un indicateur sur l'état de l'opinion nationale alors que M. Abe, 62 ans, élu Premier ministre fin 2012, subit quelques revers depuis un scandale en mars

durant lequel il a dû démentir un don au directeur controversé d'une école nationaliste.

Première femme élue gouverneur de Tokyo, Yuriko Koike, une ancienne présentatrice de télévision aurait des vues sur le poste de M. Abe.

Elle vient de quitter le PLD pour mener son propre parti, Tomin First no Kai (Les habitants de Tokyo d'abord), et s'est alliée à la section locale du parti Komeito, une formation modérée.

M^{me} Koike, âgée de 64 ans et qui bénéficie de taux de satisfaction dépassant les 60%, veut réfréner les dépenses engagées pour la préparation des Jeux olympiques de 2020 à Tokyo. Ex-ministre de l'Environnement (2003-2006) et de la Défense en

2007, elle a autorisé les caméras à pénétrer dans des réunions jusqu'alors tenues à huis clos.

Au total, 259 candidats se présentent à l'Assemblée métropolitaine de Tokyo qui gère une ville de presque 14 millions d'habitants.

Selon un sondage récent publié par la chaîne publique NHK, le soutien au gouvernement de M. Abe a reculé de trois points en un mois, à 48%, tandis que le taux de mécontents gagnait six points à 36%.

Lors des dernières élections locales en 2013, alors que M. Abe était au faite de sa popularité, les 57 candidats du PLD avaient tous remporté un siège à l'Assemblée métropolitaine de Tokyo.

BREXIT

Francfort en pole position pour l'attrait de banques londoniennes

Un an après le vote du Brexit, Francfort semble se détacher du peloton des villes européennes en concurrence pour accueillir la finance londonienne en quête d'un autre point d'attache, une avance qui pourrait encore se creuser.

La procédure de divorce entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni vient à peine de commencer, mais plusieurs acteurs financiers implantés de longue date à Londres ont déjà annoncé vouloir déposer une demande de licence bancaire en Allemagne, en vue de déplacer une partie de leurs capacités vers les bords du Main.

Dernière à se déclarer, Woori, une des plus grosses banques coréennes. Plus tôt, la banque d'investissement japonaise Nomura et sa concurrente Daiwa en ont fait autant.

Signal notoire, une star de Wall Street, l'américaine Goldman Sachs, compte «très probablement» doubler ses effectifs à Francfort, à ce jour de 200 personnes, a déclaré mi-juin son

patron européen, Richard Gnodde, dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Francfort semble avoir la cote à côté d'Amsterdam, Dublin, Luxembourg ou même Paris, et la présence de la Banque centrale européenne y est pour quelque chose. Mais il y a bien plus.

«Les patrons de banques en visite ici, surtout les Asiatiques, sont impressionnés par la variété des compétences développées en dehors de la branche financière, entre la high-tech, l'informatique, la santé et la chimie», note Eric Menges, directeur de la GmbH FrankfurtRheinMain, une société locale qui rencontre les acteurs financiers étrangers et répond à leurs sollicitations.

«Quand d'autres villes font valoir des points forts précis, par exemple la fiscalité, Francfort séduit en présentant un profil d'ensemble concluant», ajoute-il.

La ville de Goethe «ressort souvent en tête dans la "shortlist" des banques», confirme Hubertus Vâth, directeur de l'initiative Frankfurt Main Finance, vendant l'image de la ville à l'extérieur.

«Sur une vingtaine d'établissements regardant de près une implantation ici, au moins une douzaine veut se décider en tout ou en partie pour notre ville», ajoute le communiquant. Ces prétendants ont pour origine les Etats-Unis, le sud de l'Asie, la Russie, la Corée, la Suisse et le Royaume-Uni, précise-t-il.

Déjà 80% des 202 banques actives dans la ville au bord du Main sont des établissements étrangers, comptant environ 10 000 salariés sur place.

«Le Brexit va amener dans les deux prochaines années 3 000 à 5

000 emplois nouveaux à Francfort», a estimé récemment Stefan Winter, directeur le la fédération des banques étrangères VAB et membre du directoire d'UBS Europe, dans la *Welt am Sonntag*.

Une chose est sûre, la mobilisation pour Francfort «est excellente», juge Eric Menges. Chaque lundi depuis un an, il anime une conférence téléphonique avec des acteurs représentant la ville, la région, la Chambre de commerce...

Les questions concrètes sont évoquées, comme le point sur l'accueil dans les écoles internationales.

«Les chances pour Francfort de profiter du Brexit à venir ont nettement augmenté ces derniers mois», déclare à l'AFP Michael Kemmer, directeur général du BDB, la fédération allemande des banques privées.

«Ce succès doit en particulier à la mobilisation de la politique, en incluant le niveau fédéral à Berlin», selon le patron du lobby bancaire.

Sortant de sa réserve, la chance-

ALLEMAGNE

Au moins 10 000
manifestants
anti-G20
à Hambourg

Au moins une dizaine de milliers de personnes se sont rassemblées dans le calme dimanche à Hambourg (nord de l'Allemagne) pour protester contre le sommet du G20 prévu vendredi et samedi dans la ville hanséatique, selon la police et les organisateurs.

Pour cette première grande manifestation des opposants au G20 qui en prévoient au total une trentaine sur toute la semaine, la police a comptabilisé environ «10 000 personnes», selon un porte-parole. Les organisateurs, qui tablaient vendredi sur «plusieurs dizaines de milliers de personnes», ont, eux, parlé d'une mobilisation «très supérieure» à 10 000, selon leurs chiffres provisoires.

Les manifestants se sont rassemblés en fin de matinée devant la mairie de Hambourg où plusieurs prises de parole ont eu lieu pour réclamer «une autre politique», appeler au respect de l'environnement ou critiquer le Président américain Donald Trump.

En parallèle, des manifestants ont également remonté l'Alster, la rivière qui arrose Hambourg, sur des canoës ou de petites embarcations, selon les médias.

Dans le port de Hambourg, des militants de l'ONG Greenpeace ont également manifesté devant un cargo chargé de charbon pour réclamer l'arrêt du charbon dans la production d'électricité, a indiqué l'ONG. Les chefs d'Etat des 20 plus grands pays émergents et industrialisés se réunissent vendredi et samedi sous haute protection à Hambourg, où de nombreuses manifestations anti-G20 sont attendues. Au total, les organisateurs attendent sur plusieurs jours plus de 100 000 manifestants.

Environ 15 000 policiers vont être déployés pour assurer la sécurité du sommet, auxquels vont s'ajouter 3 800 policiers fédéraux chargés de surveiller l'aéroport et les trains.

lière allemande Angela Merkel a récemment soutenu Francfort, ville «prédestinée» selon elle pour accueillir le régulateur européen des banques ABE, lui aussi appelé à quitter Londres.

Le Land de la Hesse se charge en ce moment de préparer un dossier de candidature qui sera déposé à Bruxelles avant fin juillet.

Prenant son bâton de pèlerin, le président de la région, Volker Bouffier (CDU), avait traversé l'Atlantique dès novembre dernier pour rencontrer les patrons des géants de Wall Street, bien implantés dans la City. «Venez en Allemagne, un havre de stabilité», leur avait-il dit en substance.

Pour vanter cette fois l'image de Paris, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire vient seulement de lui emboîter le pas, promettant depuis New York de créer une juridiction spéciale siégeant à Paris en langue anglaise pour régler les différends financiers, afin d'attirer les grandes banques américaines après le Brexit.